

RCS : LA ROCHE SUR YON

Code greffe : 8501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 B 00212

Numéro SIREN : 502 673 825

Nom ou dénomination : A.A.P. INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 16/12/2020 sous le numéro de dépôt 10863

A.A.P.INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 2.250.000.euros

13, place du poilu de France

85100 Les Sables d'Olonne

RCS La Roche sur Yon B.502.673.825

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 25 Novembre 2020

Le 25 novembre 2020 à dix heures, sur convocation de la gérance, l'associé unique, M Philippe Petit, propriétaire des 22.500.parts de la société s'est déclaré en Assemblée Générale Extraordinaire, et s'est rendu au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée, et toutes décisions se rapportant à la réalisation de cette transformation, notamment l'adoption de nouveaux statuts, la nomination des membres de direction et des Commissaires aux comptes ;
- Pouvoirs aux fins de formalités.

L'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

M Philippe Petit constate que tous les renseignements et documents prescrits par les textes en vigueur ont été communiqués dans les délais et conditions prévus par la loi et les règlements.

Puis lecture est faite du rapport de la gérance et du rapport de Monsieur Jean-Gilles Rafin, Commissaire aux comptes, sur la situation de la société et l'évaluation de l'actif social.

Monsieur Philippe Petit réfléchit ensuite aux résolutions suivantes.

Première résolution : Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée

L'associé unique, après avoir entendu lecture du rapport de la gérance et le rapport du Commissaire sur la situation de la société et l'évaluation de l'actif net social (conformément aux articles L 224-3 et D 56-1 des textes sur les sociétés commerciales), constate que l'actif net social est au moins égal au capital et que toutes les conditions requises par la loi sur les sociétés commerciales, pour la transformation inscrite à l'ordre du jour, sont réunies.

L'associé unique décide la transformation de la société en Société par Actions Simplifiée à compter de ce jour. Cette transformation, prévue par la loi et par l'article 31 des statuts, n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

L'associé unique fait alors donner lecture du projet des nouveaux statuts, article par article, et met aux voix, successivement, chacun de ces articles.

Chaque article des nouveaux statuts est adopté par l'associé unique.

Deuxième résolution : Nouveaux statuts

L'associé unique adopte l'ensemble du texte des nouveaux statuts de la société, dont un exemplaire sera annexé au procès-verbal de la présente Assemblée et signé dans les mêmes conditions.

Troisième résolution : Effets de la transformation

La transformation, qui sera opposable aux tiers dès l'inscription au Registre du Commerce des modifications qui en résultent, après accomplissement des autres formalités légales de publicité, produit immédiatement effet dans les rapports entre les actionnaires, et entre ceux-ci et les organes d'administration de la société.

Elle met fin aux fonctions du gérant.

Les comptes de l'exercice actuellement en cours seront soumis à l'approbation des actionnaires et les résultats affectés conformément aux dispositions légales et statutaires qui régissent la société sous sa nouvelle forme, la transformation étant, à cet égard, réputée avoir pris effet du premier jour de cet exercice.

Cette résolution est adoptée par l'associé unique.

Monsieur Philippe Petit, gérant de la société sous son ancienne forme, déclare n'avoir aucune réserve à présenter quant à la cessation de ses fonctions, qu'il accepte comme conséquence de la transformation qui vient d'être décidée.

Quatrième résolution : Nomination des membres du Directoire

L'associé unique (M Philippe Petit) se nomme en qualité de Président de la société.

Les fonctions du Président prendront fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Monsieur Philippe Petit déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et ne se trouver dans aucun des cas d'incompatibilité ou d'interdiction prévus par les dispositions en vigueur en ce qui concerne l'exercice desdites fonctions.

Cinquième résolution : Nomination des commissaires aux comptes

L'associé unique constate l'absence d'obligation de nomination de commissaires aux comptes et il décide de ne pas en nommer.

Sixième résolution : Formalités - Pouvoirs

L'associé unique décide que tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer partout où besoin sera les formalités requises par la législation en vigueur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à onze heures. Et le présent procès-verbal a été signé après lecture par l'associé unique.



A.A.P.INVEST

13, place du Poilu de France

85100 : Les Sables d'Olonne

Rapport du commissaire
à la transformation

Jean-Gilles RAFIN

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes inscrit
12 impasse de Guittard

85100 LES SABLES D'OLONNE

Tél. : 02.51.23.96.40

E-mail : secpo@gecpo.com

SOMMAIRE

➤ Conclusions du commissaire	1 à 2
➤ Désignation d'un commissaire	3
➤ Statut et mission du commissaire à la transformation	4 à 5
➤ Transformation de la société : aspects juridiques et fiscaux	6 à 9
➤ Pièces jointes	10 à 15

Les Sables d'Olonne,
le 16 novembre 2020



Jean-Gilles RAFIN,
Commissaire aux comptes inscrit

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous rendre compte de la mission pour laquelle vous m'avez désigné.

1. Etablir un rapport de commissaire aux comptes sur la situation de la société

Cette société dont les derniers comptes ont été approuvés (le 31 décembre 2019) permettent les appréciations suivantes :

- la continuité de son exploitation n'est pas compromise,
- les fonds propres s'élevaient à 3.695.225.euros au 31 décembre 2019 pour un capital social de 2.250.000.euros, et ce, hors une plus value latente sur incorporels,
- les fonds propres s'avéraient supérieurs à la valeur des investissements nets de la société (ceux-ci s'élevaient à 1.906.995.euros au 31 décembre 2019),
- le niveau d'endettement externe s'élevait à 207.278.au 31 décembre 2019,
- la trésorerie présentait un solde net de 172.496.euros au 31 décembre 2019,
- cette situation correcte n'a fait que s'améliorer en 2020 notamment compte tenu de la trésorerie en nette amélioration.

2. Apprécier la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers

Ces biens peuvent être appréciés ainsi au vu du rapport comptable émis au 31 décembre 2019 (indiqué en annexe avec détails) :

- capital social	2.250.000.euros
- autres éléments	1.445.225.euros
- plus value latente sur fonds libéral pour mémoire	_____
<u>total comptable</u>	3.695.225.euros

Il n'a pas été prévu et il n'existe pas au sein de la société A.A.P Invest d'avantages particuliers.

.../...

.../...

3. Attester que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social

J'atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social.

Fait ce jour pour valoir ce que de droit.

Les Sables d'Olonne,
le 16 novembre 2020

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'J' followed by a horizontal line and a small flourish at the end.

Jean-Gilles RAFIN
Commissaire aux comptes inscrit

A.A.P. INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 2.250.000.euros

13, place du Poilu de France

85100 : Les Sables d'Olonne

en cours de transformation : RCS La Roche sur Yon B.502.673.825

Le soussigné,

- M Philippe Petit, né le 17 avril 1960, à Etampes (Essonne - 91150), demeurant 3 allée de Jade aux Sables d'Olonne (85340), marié en date du 12 septembre 2009 aux Sables d'Olonne (Vendée - 85100) sous contrat de séparation des biens préalable à leur union en date du 20 août 2009 reçu par M° Jérôme Boisard, notaire aux Sables d'Olonne avec Madame Frédérique Remaud, née le 25 décembre 1965 à Fontenay le Comte (Vendée - 85200). En tant que Gérant de la société sous sa forme de Sarl.

a exposé et décidé ce qui suit.

Le soussigné se propose de transformer l'actuelle SARL A.A.P. INVEST en une société par actions simplifiée ayant :

- pour dénomination : A.A.P. INVEST,
- pour siège social : 13, place du Poilu de France aux Sables d'Olonne (Vendée).
- pour objet social : acquisitions et gestion de tous biens et droits mobiliers et immobiliers
- pour capital social : 2.250.000.euros, capital divisé en 22.500.actions de 240.euros.

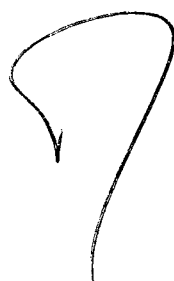
En vertu de l'article L 224-3 et D 56-1 des textes sur les sociétés commerciales, la transformation d'une SARL en société anonyme (texte applicable aux sociétés par actions simplifiée) doit être précédée d'un rapport d'un Commissaire à la transformation désigné à l'unanimité des futurs actionnaires ou, à défaut, par une décision de justice et choisi par les Commissaires Inscrits sur la liste prévue (article D 64 sur renvoi de l'article D 56-1 alinéa 1) ou parmi les Experts inscrits sur l'une des listes établies par les Cours et les Tribunaux.

Ceci exposé, il est passé à la désignation du Commissaire.

Monsieur Philippe Petit désigne Monsieur Jean-Gilles RAFIN, exerçant aux Sables d'Olonne (Vendée) 12 impasse de Guittard avec pour mission :

- 1) de donner son analyse sur la situation de la société,
- 2) d'apprécier sous sa responsabilité la valeur des biens composant l'actif social,
- 3) d'analyser les avantages particuliers stipulés au profit d'associés ou de tiers,
- 4) d'attester dans son rapport que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social.

Signature



STATUT ET MISSION DU COMMISSAIRE

A LA TRANSFORMATION

1) Généralités

La transformation d'une SARL en société d'une autre forme, quelle qu'elle soit, doit être précédée du rapport d'un commissaire inscrit sur la situation de la société (art. L 223-43).

Le défaut du rapport entraîne la nullité de la transformation (art. L 223-43). Mais, conformément à l'article L 235-4, le tribunal saisi de l'action en nullité peut accorder à la société un délai pour régulariser sa situation (CA Grenoble 31 mai 1983).

Remarque importante : à l'examen de la situation de la société prévu ci-dessus, s'ajoute, en cas de transformation en société par actions simplifiées, la vérification par un commissaire de la valeur des biens composant l'actif social. Comme nous le verrons, ce commissaire à la transformation peut aussi être chargé de l'établissement du rapport sur la situation de la société et, dans ce cas, il rend compte de sa double mission dans un seul rapport.

2) Transformation en société par actions simplifiées

Outre l'application des règles générales, la transformation d'une société en société par actions simplifiées est soumise aux conditions suivantes.

21) Vérification des biens composant l'actif social

Conformément à la deuxième directive du Conseil des Communautés Européennes, la transformation d'une SARL (comme de toute autre forme de société) en société par actions simplifiées nécessite une vérification préalable de la valeur des biens composant l'actif social dans les conditions suivantes (art. L 224-3).

a) Il doit être procédé à la désignation d'un ou plusieurs commissaires à la transformation choisis parmi les commissaires aux comptes ou parmi les experts inscrits sur l'une des listes établies par les cours et les tribunaux (art. D 64 sur renvoi de l'article D 56-1 al. 1). Ces commissaires sont soumis aux mêmes incompatibilités que les commissaires aux comptes (art. L 224-3).

Le commissaire aux comptes de la société, s'il en existe, peut être nommé commissaire à la transformation (art. L 224-3).

Le commissaire à la transformation est nommé par accord unanime des associés. A défaut d'un tel accord, il est désigné par le président du tribunal de commerce statuant sur requête du ou des gérants (art. D 64 sur renvoi de l'article D 56-1).

b) Le ou les commissaires sont chargés d'apprécier, sous leur responsabilité, la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers pouvant exister au profit d'associés ou de tiers.

Pour l'accomplissement de leur mission, ils peuvent se faire assister par un ou plusieurs experts de leur choix. Les honoraires de ces experts sont à la charge de la société (art. D 64 al. 1 sur renvoi de l'article D 56-1 al. 2).

Les commissaires doivent présenter un rapport dans lequel ils doivent attester que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social (art. D 56-1 al. 2).

Le montant des capitaux propres doit être apprécié à la date du dernier bilan arrêté avant la transformation. Toutefois, lorsque cette date est trop éloignée de celle de la transformation, il convient d'établir une situation intermédiaire ; en pratique cette situation intermédiaire s'impose lorsque la transformation intervient au cours du second semestre de l'exercice (communiqué ANSA n° 2844 p. 16).

Cette attestation est une condition de la transformation. Les associés ne peuvent pas passer outre à un rapport des commissaires concluant à un montant de capitaux propres inférieur à celui du capital ; dans ce cas, ils doivent d'abord réduire le capital social afin de régulariser la situation de la société puis, si le nouveau capital est au moins égal au minimum légal de 37 000 €, procéder à la transformation.

Huit jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur la transformation, ce rapport doit être :

- tenu, au siège social, à la disposition des associés (art. D 56-1 al. 2),
- déposé au greffe du tribunal de commerce (art. 49 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984).

c) Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers (art. L 224-3). Mais la loi ne précise pas les conditions de majorité requises pour cette décision ; elle prévoit seulement que les associés ne peuvent réduire l'évaluation ou les avantages particuliers qu'à l'unanimité. Il faut en déduire que, dans tous les autres cas, la décision peut être prise aux conditions prévues pour les décisions ordinaires dès lors qu'elle n'entraîne pas de modification des statuts.

A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle (art. L 224-3).

Remarque : Les dispositions de l'article L 224-3 relatives au vote des associés qui sont la reproduction de celles prévues en cas d'apport en nature lors de la constitution d'une société anonyme avec appel public à l'épargne (art. L 225-8) s'expliquent difficilement dès lors qu'elles visent non pas un apport en nature mais le patrimoine de la société existant au jour de la transformation. Pourquoi exiger l'accord unanime des associés pour réduire l'évaluation des biens composant ce patrimoine, alors que cette réduction peut être faite chaque année à la majorité simple lors de l'approbation annuelle des comptes ?

d) Le commissaire à la transformation peut être chargé aussi de l'établissement du rapport sur la situation de la société imposé en cas de transformation d'une SARL en société de toute autre forme ; dans ce cas, l'établissement de deux rapports distincts n'est pas nécessaire. Le commissaire peut rendre compte de sa double mission dans un seul rapport (art. L 224-3).

TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

ASPECTS JURIDIQUES ET FISCAUX

Définition

La transformation d'une société est l'opération consistant à changer sa forme juridique.

Elle n'entraîne pas création d'un être moral nouveau mais constitue une simple modification des statuts (art. L 210-6).

Toutefois, sauf disposition législative ou réglementaire contraire, une société ne peut pas être transformée en un autre type de groupement (par exemple, une association régie par la loi de 1901) sans perdre sa personnalité morale.

Conditions de la transformation

La transformation d'une société est soumise aux règles prescrites par la loi et les statuts pour la modification de ceux-ci et plus spécialement à celles visant expressément le cas de transformation ; ces règles diffèrent selon le type de société.

Outre les règles propres à la transformation proprement dite, il faut toujours respecter les conditions requises pour la validité de la société sous sa nouvelle forme (capital, montant nominal des droits sociaux, nombre d'associés, etc...).

Ces conditions doivent être appréciées au moment de la transformation.

Maintien de la personnalité morale

La personnalité morale de la société subsiste même si la transformation est accompagnée de modifications statutaires qui ne sont pas nécessitées par la forme nouvelle adoptée.

Remarque : La transformation de la société est parfois accompagnée d'une modification de l'activité sociale ; si cette modification est importante, elle peut être assimilée fiscalement à une cessation d'entreprise.

Sanctions

Comme pour toute autre modification des statuts, les irrégularités commises lors de la transformation d'une société ne peuvent entraîner la nullité de l'opération que dans les cas expressément prévus par loi (art. L 235-1).

Par ailleurs, les membres des organes de gestion, d'administration, de direction, de surveillance et de contrôle en fonction lors de la transformation s'exposent à une action en responsabilité en cas d'omission ou d'accomplissement irrégulier d'une formalité prescrite par la loi et les règlements (art. L 210-8).

Remarque : les irrégularités pouvant affecter la transformation d'une société ne sauraient entraîner pour cette société la perte de la personnalité morale. Cette conséquence n'est affirmée par aucun texte et ne peut être déduite a contrario de l'article L 210-6 selon lequel « la transformation régulière d'une société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle ».

Publicité de la transformation

Comme toute modification des statuts, la décision de transformation est soumise aux formalités de publicité suivantes :

1 - Insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales pour le département du siège social.

2 - Dépôt au greffe du tribunal de commerce de deux exemplaires :

- du procès-verbal de l'assemblée ayant décidé la transformation,
- du procès-verbal de la décision ayant désigné les membres des nouveaux organes sociaux,
- des nouveaux statuts,
- de la déclaration de conformité.

En cas de transformation en société anonyme d'une société d'une autre forme, il convient de déposer également deux exemplaires du rapport des commissaires chargés d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social.

3 - Inscription modificative au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social et éventuellement des succursales.

4 - Insertion au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC).

En outre, lorsque la société est propriétaire d'immeubles et qu'elle a déjà procédé à une formalité de publicité foncière depuis le 1er janvier 1956, la mention de la transformation doit être signalée à la conservation des hypothèques.

Effets de la transformation

Date d'effet

La transformation prend effet à compter du jour où elle a été décidée.

Toutefois, elle ne devient opposable aux tiers qu'après achèvement des formalités de publicité.

Effets à l'égard de la société

La transformation n'entraîne aucune interruption dans les opérations de la société.

Les droits et obligations contractés par la société sous son ancienne forme subsistent sous la nouvelle forme.

Si la transformation survient en cours d'exercice, il n'y a pas lieu d'arrêter les comptes au jour de la transformation, sauf décision contraire des associés.

Le bilan et les comptes de l'exercice au cours duquel la transformation est intervenue sont arrêtés et approuvés et les bénéfices répartis conformément aux modalités prévues par le régime applicable à la société sous sa nouvelle forme.

Quant au rapport de gestion, il est établi par les anciens et les nouveaux organes d'administration, chacun pour la période durant laquelle il a exercé ses fonctions.

Effets à l'égard des dirigeants sociaux

La décision de transformation met fin aux pouvoirs des organes d'administration ou de surveillance sans que ceux-ci puissent prétendre qu'elle équivaut à leur égard à une révocation sans juste motif leur donnant droit, éventuellement, à des dommages-intérêts.

Effets à l'égard des associés

Les nouveaux droits sociaux sont créés dès la date de la décision de transformation ; ils sont soumis, dans le patrimoine des associés, au même régime que les droits anciens qu'ils remplacent.

Effets à l'égard des créanciers

Les créanciers antérieurs à la transformation conservent tous leurs droits à l'égard de la société et des associés.

Les créanciers conservent les sûretés dont ils bénéficiaient avant la transformation, sauf clause contraire, expresse ou tacite, de l'acte constitutif de ces sûretés. En cas de litige, il convient donc de rechercher quelle a été la volonté des parties au moment de l'octroi des garanties afin de déterminer si les engagements pris en faveur de la société avant sa transformation doivent ou non être maintenus après cette transformation.

Effets à l'égard du bailleur

La société sous sa nouvelle forme doit exécuter les clauses et conditions du bail des locaux où elle exerce son activité. La continuation du bail s'opère de plein droit sans qu'il y ait lieu de signifier la transformation au bailleur.

Régime fiscal de la transformation

Les transformations de société donnent ouverture, en principe, à un simple droit fixe d'enregistrement (125 € actuellement). Toutefois, des droits plus élevés peuvent être exigés lorsque, du fait de cette transformation, une personne morale non soumise à l'impôt sur les sociétés devient passible dudit impôt.

L'administration fiscale a abandonné sa doctrine selon laquelle la transformation d'une société accompagnée de modifications statutaires importantes emporte création d'un être moral nouveau et par suite l'exigibilité des droits correspondant à la dissolution de la société ancienne et à la constitution d'une société nouvelle.

Sur le plan des impôts directs, la transformation d'une société de capitaux (SA ou SARL) en société de personnes (SNC notamment) est considérée comme une cessation d'entreprise sauf si, immédiatement après cette transformation, la société opte pour le régime fiscal des sociétés de capitaux.

Dans votre cas et eu égard à votre taxation antérieure à l'impôt sur les sociétés, il n'y a aucun changement au sens fiscal.

PIECES JOINTES

- Documents juridiques
- Documents comptables au 31 décembre 2019



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 20 mai 2020

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 502 673 825 R.C.S. La Roche-sur-Yon
Date d'immatriculation 20/02/2008

Dénomination ou raison sociale A.A.P. INVEST
Forme juridique Société à responsabilité limitée
Capital social 2 250 000,00 Euros

Adresse du siège 13 place du Poilu de France 85100 Les Sables-d'Olonne

Activités principales

L'acquisition et la gestion de tous biens & droits mobiliers et immobiliers, de toutes valeurs mobilières, toutes participations dans le capital de toutes sociétés et ou groupement constitués ou à constituer, quels qu'en soient la forme ou l'objet par tous moyens, la constitution de tous portefeuilles de valeurs mobilières et l'administration et la gestion de ces portefeuilles, toutes prestations de services aux entreprises, dans des domaines de la direction, de l'administration et de la gestion, de la comptabilité et des finances, du marketing et de la commercialisation, de la gestion des stocks, du dépôt et de la gestion des brevets, marques et modèles et du développement des services généraux et techniques.

Nomenclature d'activités française (code NAF) 6820B

Durée de la personne morale Jusqu'au 19/02/2107

Date de clôture de l'exercice social 31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms PETIT Philippe Jacques
Date et lieu de naissance Le 17/04/1960 à Etampes (91)
Nationalité Française
Domicile personnel 3 rue Jade Olonne-sur-Mer 85340 LES SABLES D'OLONNE

SOCIÉTÉ RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 12 du 18/05/2017

SOCIÉTÉ AYANT PARTICIPÉ À L'OPÉRATION DE FUSION :
DÉNOMINATION COMPAGNIE FONCIÈRE VENDEENNE FORME JURIDIQUE SARL SIEGE SOCIAL 23 Rue de Verdun 85100 LES SABLES D'OLONNE RCS 304807884

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 13 place du Poilu de France 85100 Les Sables-d'Olonne

Activité(s) exercée(s)

L'acquisition et la gestion de tous biens & droits mobiliers et immobiliers, de toutes valeurs mobilières, toutes participations dans le capital de toutes sociétés et ou groupement constitués ou à constituer, quels qu'en soient la forme ou l'objet par tous moyens, la constitution de tous portefeuilles de valeurs mobilières et l'administration et la gestion de ces portefeuilles, toutes prestations de services aux entreprises, dans des domaines de la direction, de l'administration et de la gestion, de la comptabilité et des finances, du marketing et de la commercialisation, de la gestion des stocks, du dépôt et de la gestion des brevets, marques et modèles et du développement des services généraux et techniques.

Nomenclature d'activités française (code NAF) 6820B

Date de commencement d'activité 08/02/2008

Origine du fonds ou de l'activité Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Bilan

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	2 915	1 645	1 270	1 865	- 595
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	2 205 795	300 070	1 905 725	1 833 875	71 850
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	2 208 710	301 715	1 906 995	1 835 740	71 255
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	559 543		559 543		559 543
En-cours de production de biens	490 849		490 849	490 849	
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	90 557		90 557	409 250	- 318 693
Marchandises	157 808	30 000	127 808	389 928	- 262 120
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	27 660		27 660	49 800	- 22 140
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs				21	- 21
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	23 661		23 661	5 676	17 985
. Autres	990 237		990 237	794 092	196 145
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	171 355		171 355	158 015	13 340
Charges constatées d'avance	1 141		1 141	10 224	- 9 083
TOTAL (II)	2 512 812	30 000	2 482 812	2 307 856	174 956
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	4 721 521	331 715	4 389 807	4 143 596	246 211

Bilan (suite)

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation
Capitaux propres			
Capital social ou individuel (dont versé : Euros)	2 250 000	2 250 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	104 313	95 609	8 704
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	1 040 116	934 732	105 384
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	300 795	174 088	126 707
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	3 695 225	3 454 429	240 796
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	46 115	82 476	- 36 361
. Découverts, concours bancaires	161 163	336 049	- 174 886
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	347 800	160 130	187 670
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 340	33 803	46 537
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel			
. Organismes sociaux			
. Etat, impôts sur les bénéfices	35 647	30 756	4 891
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	5 040	23 864	- 18 824
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés		12 858	- 12 858
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	18 478	9 231	9 247
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	694 582	689 167	5 415
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	4 389 807	4 143 596	246 211

Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens	829 213		829 213	724 263	104 950	14.49
Production vendue services	142 820		142 820	144 750	- 1 930	-1.33
Chiffres d'affaires nets	972 033		972 033	869 013	103 020	11.85
Production stockée			-348 693	-228 037	- 120 656	52.91
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation reçues						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			160 477	5 138	155 339	N/S
Autres produits			516	70	446	637.14
Total des produits d'exploitation			784 333	646 184	138 149	21.38
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			487	262 150	- 261 663	-99.81
Variation de stock (marchandises)			262 120	-262 120	524 240	200.00
Achats de matières premières et autres approvisionnements			600 949	383 200	217 749	56.82
Variation de stock matières premières et autres			-559 543		- 559 543	N/S
Autres achats et charges externes			401 322	187 527	213 795	114.01
Impôts, taxes et versements assimilés			5 852	3 731	2 121	56.85
Salaires et traitements			39 587	39 642	- 55	-0.14
Charges sociales			18 603	17 583	1 020	5.80
Dotations aux amortissements sur immobilisations			595	505	90	17.82
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			4 159	60	4 099	N/S
Total des charges d'exploitation			774 132	632 277	141 855	22.44
RESULTAT EXPLOITATION			10 201	13 907	- 3 706	-26.65
Bénéfice attribué ou perte transférée			257 327	160 827	96 500	60.00
Perte supportée ou bénéfice transféré			12 654	8 070	4 584	56.80
Produits financiers de participations			82 752	85 957	- 3 205	-3.73
Produits des autres valeurs mobilières						
Autres intérêts et produits assimilés			267	202	65	32.18
Reprises sur provisions et transferts de charges			70 000		70 000	N/S
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers			153 019	86 159	66 860	77.60
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			2 337	9 497	- 7 160	-75.39
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières			2 337	9 497	- 7 160	-75.39
RESULTAT FINANCIER			150 682	76 662	74 020	96.55
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			405 557	243 325	162 232	66.67

Compte de résultat (suite)

	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	127		127	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels	127		127	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles				
RESULTAT EXCEPTIONNEL	127		127	N/S
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	104 888	69 237	35 651	51.49
Total des produits	1 194 806	893 170	301 636	33.77
Total des charges	894 010	719 082	174 928	24.33
RESULTAT NET	300 795	174 088	126 707	72.78
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

A.A.P.INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 2.250.000.euros

13, place du poilu de France

85100 Les Sables d'Olonne

RCS La Roche sur Yon B.502.673.825

LE SOUSSIGNE

M Philippe Petit, né le 17 avril 1960, à Etampes (Essonne – 91150), demeurant 3 allée de Jade aux Sables d'Olonne (85340), marié en date du 12 septembre 2009 aux Sables d'Olonne (Vendée – 85100) sous contrat de séparation des biens préalable à leur union en date du 20 août 2009 reçu par M° Jérôme Boisard, notaire aux Sables d'Olonne avec Madame Frédérique Remaud, née le 25 décembre 1965 à Fontenay le Comte (Vendée – 85200). En tant que Gérant de la société sous sa forme de Sarl.

TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - DUREE EXERCICE SOCIAL - SIEGE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIETE

Il est formé entre les Propriétaires des actions créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement une Société par Actions Simplifiée qui sera régie par les lois et les dispositions réglementaires en vigueur notamment par la loi du 24 juillet 1966, articles L 262-1 à L 262-19 et L 464-1 à L 464-4, ainsi que par la loi du 12 juillet 1999 et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'acquisition et la gestion de tous biens et droits mobiliers et immobiliers, de toutes valeurs mobilières : toutes participations dans le capital de toutes sociétés et ou groupement constitués ou à constituer, quels qu'en soient la forme et l'objet, par tous moyens ; la constitution de tous portefeuilles de valeurs mobilières et l'administration et la gestion de ces portefeuilles ; toutes prestations de services aux entreprises, dans les domaines de la direction, de l'administration et de la gestion, de la comptabilité et des finances, du marketing et de la commercialisation, de la gestion des stocks, du dépôt et de la gestion des brevets, marques et modèles, et du développement des services généraux et techniques ;

- L'activité de marchand de biens

- toutes opérations quelconques, qu'elles soient industrielles, de prestation de services, de formation, commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement à cet

objet ou à toutes activités similaires ou connexes, ou pouvant d'une manière ou d'une autre favoriser la réalisation de l'objet social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : «A.A.P.INVEST »

Les actes et documents émanant de la société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé aux Sables d'Olonne(Vendée), 13, place du Poilu de France.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Collège de direction, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée générale ordinaire des Actionnaires et, par ailleurs, en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des Actionnaires.

Le Collège de direction a la faculté de créer des agences partout où il jugera utile.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution ou de prorogation décidée par l'Assemblée générale extraordinaire.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II **CAPITAL - ACTIONS**

ARTICLE 6 - APPORTS

61 - Lors de la constitution de la société sous forme de Société à Responsabilité Limitée en date du 20 février 2008, il a été apporté 500 parts de la société Castel 2000, Société à Responsabilité limitée au capital de 7.622,45.euros dont le siège social est aux Sables d'olonne au 13 place du Poilu de France, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de la Roche sur Yon (Vendée) sous le n° 413.298.142.

Ledit apport a été évalué à la somme de 250.000.euros au vu d'un rapport établi par m Pascal Bernard, Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14-12-2007.

Les associés de la société « Castel 2000 » ont agréé cet apport par décision de l'associé unique en date du 21 décembre 2007.

62 - A la même date, il a été apporté 500 parts de la société « A.A.P. Promotion », Société à Responsabilité limitée au capital de 120.000.euros dont le siège social est aux Sables d'olonne au 23, rue de Verdun, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de la Roche sur Yon (Vendée) sous le n° 388.471.013.

Ledit apport a été évalué à la somme de 2.000.000.euros au vu d'un rapport établi par M Pascal Bernard, Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14-12-2007.

Cet apport n'était pas soumis à la procédure d'agrément.

La transformation en SAS n'a eu aucune conséquence sur ce point.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.250.000.euros. Il est divisé en 22.500.actions nominatives de 100.euros chacune, numérotées de 1 à 22.500.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne prévoient aucun avantage particulier en faveur des Associés.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté exclusivement en actions nominatives souscrites en numéraire et selon toutes modalités prévues par la loi.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider sur le rapport du Collège de direction, l'augmentation du capital.

Les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ils peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. Ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible, étant précisé que l'Assemblée générale devra le prévoir expressément.

Les actions nouvelles attribuées à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartiennent au Nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'Usufruitier.

2 - Réduction de capital

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au Collège de direction tous pouvoirs pour la réaliser.

En aucun cas, elle ne doit porter atteinte à l'égalité des Associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

Tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée, si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3 - Amortissement du capital

Le capital social pourra être amorti conformément aux dispositions des articles 209 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire au titre d'une augmentation du capital social doivent être obligatoirement libérées selon les modalités prévues par l'Assemblée générale extraordinaire. Cette libération doit être égale au quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, comprendre le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Collège de direction dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des Souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée individuelle avec accusé de réception.

Les versements sont effectués soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'Associé défaillant et des mesures d'exécution prévues par la loi.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les registres tenus par la société émettrice. Ces comptes individuels pouvant être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'Associé.

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions sont librement négociables à compter de l'immatriculation ou de l'inscription de la mention modificative au registre du commerce et des sociétés sauf dispositions législatives ou réglementaires concernant les actions d'apports.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celles-ci. Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du Titulaire sur les registres et comptes que la société tient à cet effet au siège social.

3 - Les actions sont transmises à l'égard des tiers et de la société par un ordre de virement de compte à compte signé du Cédant ou de son Mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

4 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre Epoux ou de cession, soit à un Conjoint, soit à un Ascendant ou à un Descendant, la cession d'actions à un tiers non-Associé à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Collège de direction de la société dans les conditions ci-après :

(a) - La demande d'agrément notifiée par le Cédant à la société doit indiquer les nom, prénoms et adresse du Cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

(b) - Les Dirigeants doivent statuer le plus rapidement possible sur cette demande. Leur décision n'a pas à être motivée ; elle est immédiatement notifiée au Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

(c) - Si cette notification, n'a pas été faite dans le délai de trois mois à compter de la demande d'agrément, celle-ci est réputée acquise quelle que soit la décision du Collège de direction.

En cas de refus d'agrément du Cessionnaire proposé, le Cédant dispose d'un délai de quinze jours à partir de la notification de ce refus, pour faire-part à la société du retrait de sa demande d'agrément, la date d'expédition apposée sur le récépissé postal faisant foi pour le point de départ de ce délai, si le refus a été notifié par lettre recommandée.

A défaut d'un tel retrait, les Dirigeants sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs Associés, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du Cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

Cette acquisition a lieu moyennant :

- soit le prix mentionné par la demande d'agrément,
- soit un prix convenu entre les parties,
- soit un prix déterminé par un expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du tribunal de commerce du siège social, statuant en la forme des référés, sans recours possible.

En vue de régulariser le virement de compte à compte au profit du ou des Acquéreurs désignés par le Collège de direction, le Cédant sera invité, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, à signer l'ordre de virement et à percevoir le prix de cession, dont le montant sera précisé par cette invitation, et ce, dans un délai de dix jours, la date d'expiration apposée sur le récépissé postal faisant foi du point de départ de ce délai en cas d'emploi d'une lettre recommandée.

Pendant ledit délai, le Cédant pourra encore faire connaître à la société son intention de renoncer à la cession envisagée.

Si, dans le délai imparti, le Cédant n'a, ni déféré à l'invitation, ni renoncé à son projet de cession, le virement de compte à compte sera régularisé d'office par simple décision des Dirigeants, puis sera notifié au Cédant dans les dix jours de sa date avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, soit par lui-même, soit par une Personne dûment autorisée à cet effet.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le Cédant n'ait renoncé à son projet de cession.

Ce délai de trois mois pourra être prolongé par ordonnance de Monsieur le Président du tribunal de commerce du siège social statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'Associé cédant et le Cessionnaire dûment appelés.

Lorsque l'achat n'aura pas été réalisé dans ledit délai de trois mois ou dans celui éventuellement prolongé par décision de justice, la société pourra impartir au Cédant un délai (qui ne pourra être inférieur à 30 jours) pour régulariser le projet de cession initial. Faute de quoi, il sera réputé y avoir renoncé.

En cas de négociation par l'intermédiaire d'un Agent de change, l'agrément devra être donné ou refusé, dans les trente jours de bourse et les dispositions de l'article 276 de la Loi du 24 juillet 1966 seront suivies.

En cas de vente aux enchères publiques, l'adjudication ne deviendra définitive qu'après agrément de l'Adjudicataire et elle ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exercice éventuel du droit de préemption, ci-dessus organisé, à l'encontre de l'Adjudicataire, mention devant en être faite dans le cahier des charges.

Cependant, lorsque les Dirigeants auront donné leur consentement à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du Cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nantis, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital. Ce rachat s'opérera sur prix d'adjudication, majoré des frais.

En cas de cession du droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital en numéraire et pour ne pas retarder la réalisation de l'opération, cette cession sera libre, l'agrément portant sur les actions nouvelles souscrites grâce au droit de souscription cédé.

Le Souscripteur de ces actions n'aura pas à présenter de demande d'agrément. Celle-ci résultera tacitement de la réalisation définitive de l'augmentation marquée par l'établissement du certificat du Dépositaire. A partir de cette date, les Dirigeants disposeront d'un délai d'un mois pour accorder ou refuser l'agrément. Le refus devant être suivi de l'achat des actions nouvelles, selon les modalités et délais ci-dessus prévus.

Par contre, la cession du droit à attributions d'actions gratuites devra être traitée comme une cession d'actions et soumises aux mêmes conditions.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social ou le boni de liquidation a une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Tout Associé a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les Associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

3 - Sous réserve des dispositions légales et statutaires aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir ainsi, éventuellement que la part dans les fonds de réserves.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'Assemblée générale.

4 - Les Héritiers, Créanciers, Ayants droit, Syndics ou autres Représentants d'un Associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale.

5 - Chaque fois qu'il est nécessaire pour exercer un droit de posséder un certain nombre d'actions, il appartient aux Propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

6 - Toutes les actions qui composent ou composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales.

Par conséquent, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certains d'entre eux seulement, soit au cours de l'existence de la société, soit à la liquidation seront répartis entre les actions composant le capital lors de ce ou de ces remboursements afin que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs Propriétaires les mêmes avantages et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

7 - Le tout, sous réserve de la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les Copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul Propriétaire ou par un Mandataire unique de leur choix. En cas de désaccord, le Mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du Copropriétaire le plus diligent.

2 - Sauf convention contraire notifiée à la société, les Usufruitiers d'actions représentent valablement les Nus-propriétaires à l'égard de la société. Le droit de vote appartient au Nu-propiétaire dans les Assemblées générales extraordinaires et à l'usufruitier dans les Assemblées générales ordinaires.

Le droit de vote est exercé par le Propriétaire des titres remis en gage.

Le droit de l'Associé d'obtenir communication des documents sociaux appartient également à chacun des Copropriétaires d'actions indivises, au Nu-propiétaire et à l'Usufruitier d'actions.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - DIRIGEANTS

1 - La société est administrée selon décision de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- soit par un Dirigeant unique,

- soit par un Organe Collégial de Direction pris ou non parmi les Associés, nommés par l'Assemblée générale ordinaire, renouvelables dans leurs fonctions et révocables par elle à tout moment.

2 - La durée de leurs mandats est de six ans sous réserve des dispositions relatives à la limite d'âge. Ils sont rééligibles sous les mêmes réserves.

Les fonctions des Dirigeants prennent fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des Associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année en cours de laquelle expire le mandat desdits Dirigeants.

3 - Les Dirigeants peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci, lors de leur nomination, désignent un Représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était Dirigeant en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Le mandat de Représentant permanent est donné pour la durée de celui de la personne morale représentée. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

En cas de révocation du mandat de son Représentant permanent, la personne morale doit le notifier à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau Représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du Représentant permanent.

ARTICLE 16 - ORGANISATION DU COLLÈGE DE DIRECTION

Quand plusieurs membres composent le Collège de direction, celui-ci nomme, parmi les Dirigeants personnes physiques, un Président. Il détermine sa rémunération.

Le Président ne doit pas être âgé de plus de quatre vingt-dix ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

La durée des fonctions du Président ne peut excéder celle de son mandat de Dirigeant. Il est rééligible. Le Collège de direction peut le révoquer à tout moment.

Le Collège de direction peut également désigner :

- un ou deux vice-Présidents ;
- un Secrétaire qui peut être choisi en dehors des Dirigeants et des Associés.

En cas d'absence du Président, la séance du Collège de direction est présidée par le Vice Président le plus âgé.

A défaut, le Collège de direction désigne, parmi ses Membres, le Président de séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Collège de direction peut déléguer un Dirigeant dans les fonctions de Président et détermine la rémunération correspondante. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable.

En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

ARTICLE 17 - DELIBERATIONS DU COLLEGE DE DIRECTION

1 - Le Collège de direction se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président ou du Dirigeant délégué.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

2 - Le Collège de direction ne peut délibérer que si la moitié au moins des Dirigeants sont présents.

Un Dirigeant peut donner par lettre, télex ou télégramme, mandat à un autre Dirigeant de le représenter à une séance du Collège de direction.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Membres présents ou représentés, chaque Dirigeant disposant d'une voix et ne pouvant détenir plus d'une procuration.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

3- Il est tenu un registre de présence signé par les Dirigeants participant à la séance du Collège de direction tant en leur nom personnel que comme Mandataire.

4 - Les délibérations du Collège de direction sont consignées dans les procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le Président de séance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Collège de direction, le Dirigeant délégué temporairement dans les fonctions du Président ou un Fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DU COLLÈGE DE DIRECTION

Le Collège de direction peut nommer un comité d'études composé soit en totalité de Dirigeants, soit de Dirigeants et de membres de la Direction. Ce comité consultatif est chargé de toutes les questions soumises à son examen.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve pas que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du Président seraient inopposables aux tiers.

La compétence du Collège de direction s'étend à tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée générale par la Loi et par les présents statuts.

Le Collège de direction peut consentir à tous Mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et par les présents statuts.

ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1 - Le Président du Collège de direction assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Il exécute les décisions du Collège de direction.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'Associés et dans la limite de l'objet social, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette épreuve.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, les pouvoirs du Président peuvent être limités par le Collège de direction.

Le Président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

2 - Le Collège de direction peut confier à tous Mandataires, choisis parmi ses Membres ou hors de son sein, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

ARTICLE 20 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS, DU PRESIDENT

1 - Il est attribué aux Dirigeants une rémunération fixe annuelle dont le montant global déterminé par l'Assemblée générale ordinaire est maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition en jetons de présence est faite par le Collège de direction entre les membres, dans les proportions qu'il fixe.

2 - La rémunération du Président du Collège de direction est fixée par le Collège de direction.

Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 - Il peut également être alloué aux Dirigeants par le Collège de direction, des rémunérations exceptionnelles dans les conditions prévues par la loi. Ces rémunérations sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire.

Aucune rémunération, permanente ou non, que celles-ci prévues, ne peut être allouée aux Dirigeants, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN DIRIGEANT

Les conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à contrôle.

Les autres conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi (rapport du ou des Commissaires aux comptes et consultation des Associés).

ARTICLE 22 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il peut être désigné dans les conditions prévues par la loi un ou plusieurs commissaires aux comptes qui ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux. Leurs honoraires sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ASSOCIÉS

ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

Les Associés prennent leurs décisions collectives en Assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées générales extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces Assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées générales extraordinaires.

Les délibérations des Assemblées générales obligent tous les Associés, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 24 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES

Les Assemblées générales sont convoquées soit par le Collège de direction, soit par le ou les Commissaires aux comptes, soit en cas d'urgence, par toute personne habilitée à cet effet.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les Liquidateurs.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque Associé.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première Assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de ces deuxièmes Assemblées reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 25 - ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'Auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs Associés, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

3 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs Dirigeants et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1 - Tout Associé a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par Mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte en son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

Toutefois, le Collège de direction peut abréger ou supprimer ce délai à condition que ce soit au profit de tous les Associés.

2 - Tout Associé ne peut se faire représenter que par son Conjoint ou par un autre Associé. A cet effet, le Mandataire doit justifier de son mandat.

Les Représentants légaux d'Associés juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales Associés participent aux Assemblées, qu'ils soient ou non Associés.

3 - Tout Associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements.

ARTICLE 27 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - Une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi est tenue pour chaque Assemblée.

Cette feuille de présence, émargée par les Associés présents et les Mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque Mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Collège de direction ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un Dirigeant spécialement délégué à cet effet par le Collège de direction.

Si l'Assemblée est convoquée par le ou les Commissaires aux comptes, l'Assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'Assemblée, celle-ci élit son Président.

Les fonctions de Scrutateurs sont remplies par les deux Associés, présents et acceptant, disposant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut, ne pas être Associé.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les Membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 28 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

1 - Dans les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les Assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret ; les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention, sont considérés comme des votes négatifs.

2 - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. A valeur nominale identique chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

3 - Au cas où des actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, ou acquises ou prises en gage. Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

4 - Le vote s'exprime à main levée, par appel nominal ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les Associés.

Les Associés peuvent aussi voter par correspondance.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire prend toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie obligatoirement une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle a notamment les pouvoirs suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes annuels,
- statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices respectant les statuts,
- nommer et révoquer les Dirigeants, nommer les Commissaires aux comptes,
- fixer le montant global des jetons de présence alloués au Collège de direction,
- statuer sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes concernant les conventions,
- autoriser les émissions d'obligation non convertibles ni échangeables contre des actions, ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées.

L'Assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les Associés présents ou représentés y compris les Associés ayant voté par correspondance.

Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Les abstentions exprimées en réunion sont également considérées comme des votes négatifs.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut seule modifier les statuts. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des Associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les Associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les Associés présents ou représentés y compris les Associés ayant voté par correspondance.

Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Les abstentions exprimées en réunion sont également considérées comme les votes négatifs.

Toutefois, l'Assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire

D'autre part, l'Assemblée générale extraordinaire qui délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, doit respecter les conditions prévues à l'article 82 de la loi du 24 juillet 1966.

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires, l'Assemblée générale extraordinaire pourra créer, par augmentation de capital ou par conversion d'actions ordinaires déjà émises, des actions à dividende prioritaire sans droit de vote, fixer les avantages et droits conférés à ces dernières actions, les règles concernant la tenue des Assemblées spéciales de leurs Porteurs, les modalités de leur rachat, spécialement la faculté pour la société d'exiger celui-ci ; Les actions à dividende prioritaire sans droit de vote pourront ultérieurement être converties en actions ordinaires en observant les exigences formulées à cet égard par la loi. A ces diverses fins, l'Assemblée générale extraordinaire apportera aux statuts les modifications appropriées.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les Associés et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée générale ouverte aux seuls Propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées générales extraordinaires sous réserve des dispositions applicables aux Associés titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 32 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Tout Associé a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les décrets.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARATION DES BENEFICES

ARTICLE 33 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social, d'une durée d'une année commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 34 - INVENTAIRE - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Collège de direction dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existants à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Collège de direction établit le rapport de gestion sur la situation de la société et durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements important survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, il établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 35 - FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

Toutefois après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'Assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le tout sous réserve de la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 36 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

1 - L'Assemblée générale peut accorder aux Associés pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

2 - Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée générale, ou à défaut, par le Collège de direction.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Associés sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société démontre que les bénéficiaires connaissaient le caractère irrégulier de la distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

PERTES GRAVES

TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 37 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Collège de direction doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, convoquer l'Assemblée générale extraordinaire des Associés, à l'effet de décider s'il a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum des sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout Intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les Associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 38 - TRANSFORMATION

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les futurs Associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les Associés devenant Associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée ou en société anonyme est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de ces formes.

ARTICLE 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée générale extraordinaire des Associés.

Dans ce cas, un ou plusieurs Liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues par les Assemblées générales ordinaires.

Le Liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les Créanciers et à répartir le solde disponible.

L'Assemblée générale des Associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les Associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution - qu'elle soit volontaire ou judiciaire - entraîne dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'Associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 40 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la société et les Associés, les Dirigeants et la société, soit entre les Associés eux-mêmes, à propos des affaires sociales, ou à l'extension des dispositions statutaires seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait aux Sables d'Olonne
Le 25 novembre 2020
Certifié conforme
Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a vertical line and a small dot at the bottom.